

# Lutte de classe

## Rien n'a vraiment changé depuis mai 68.

Quelques commentaires sur le contenu du numéro 846 d'*Informations ouvrières*.

« *Que répond « l'opposition » à cette contre-réforme institutionnelle en cours ?* », non pas « *contre-réforme* », c'est un pléonasme révélateur : faudrait-il réformer la Constitution, serait-elle amendable ?

« *N'est-ce pas cette soumission des dirigeants du PS au carcan de l'Union européenne qui explique l'assurance du gouvernement ?* ». Dans le cas contraire, devrait-il montrer de l'inquiétude ? Car dans le cas contraire, il serait possible d'attendre quelque chose du PS qui deviendrait un danger pour le gouvernement, c'est sous-entendu. Toujours à la remorque du PS ! Toujours aussi « *indépendant* » au PT !

« *Rupture avec Maastricht-Lisbonne, Assemblée constituante pour redonner à la nation les moyens de décider souverainement de son avenir* ». Vive la République et vive la France ! Vive de Gaulle ! No comment !  
(IO 846 page 1)

Un parti ouvrier indépendant qui combat « *contre les institutions antidémocratiques de la Ve République* », mais pas **pour leur abolition**. Cela n'a pas vraiment la même signification, non ?

Cela appelle deux remarques, la première, que ces institutions pourraient finalement subsister en les remodelant, la seconde, que ce ne serait pas à ce parti de prendre la décision de les abolir s'il parvenait un jour au pouvoir, par conséquent, s'il faudrait s'en remettre à une Assemblée constituante pour que cette décision soit prise, on peut imaginer le temps que cela prendrait, les hésitations, tergiversations, les discussions à n'en plus finir entre républicains, démocrates, etc., car les institutions de la Ve République, l'appareil de l'Etat est un ensemble complexe, mais aussi parce que cette assemblée serait forcément très hétérogène par sa composition, ce qui laisserait le temps nécessaire à la réaction de jouer sur les divisions au sein de cette assemblée et de s'organiser pour reprendre l'initiative et renverser le nouveau pouvoir en place.

Lénine l'avait parfaitement compris en s'instruisant de l'expérience de la Commune en formant un gouvernement révolutionnaire provisoire dans la foulée de la prise du pouvoir en Octobre 1917, pour prendre immédiatement les décisions capitales dont dépendaient la survie et la victoire de la révolution. C'est le parti bolchevik qui a assumé le pouvoir tout juste après la prise du pouvoir en s'appuyant sur les soviets, bien que les bolcheviks en aient conquis la majorité avant le 25 octobre. On pourrait même aller jusqu'à dire qu'il assumait déjà le pouvoir à lui tout seul avant même la prise du Palais d'hiver et la chute du gouvernement Kerenski, lorsqu'il constitua le comité militaire révolutionnaire.  
(IO 846, page 7)

« *5- Proposition d'un amendement aux statuts ouvrant la possibilité de désigner plusieurs secrétaires nationaux du parti. Publication de la discussion du comité permanent sur ce sujet dans le bulletin ; appel de candidature pour le bureau national qui sera élu par le congrès.* »

Pourquoi ne pas tout simplement supprimer cette fonction ? Je me mêle de ce qui ne me regarde pas, je sais, mais je ne peux pas m'en empêcher, car cela me rappelle que Lénine et Trotsky s'étaient mordus les doigts d'avoir créé le poste de secrétaire général du parti bolchevik dont Staline occupera le premier cette fonction...

Vous avez peut-être en tête ce que dira Trotsky du rôle joué par Lénine dans le parti bolchevik et au cours de la révolution russe, que sans lui le parti bolchevik n'aurait jamais été ce qu'il fut et que la révolution aurait échoué. Donc aussi incroyable que cela puisse paraître et c'est encore un paradoxe de l'histoire, de notre histoire, tout reposait quelque part sur un seul homme, un dirigeant doué d'une capacité d'analyse hors du commun et d'une détermination infaillible. Alors la question de savoir si dans un parti il faut un ou plusieurs dirigeants au poste le

plus élevé, c'est s'en remettre finalement à des considérations purement bureaucratiques qui démontrent que finalement dans ce parti il n'existe aucun dirigeant ne se distinguant du lot par ses capacités personnelles, ce qui va de pair avec un fonctionnement et une politique caractérisée par son opportunisme.  
(IO 846 page 8)

Interview du conseiller municipal de Sartrouville, Michel Imbert

*« La dernière séance du conseil municipal a été marquée par une mobilisation massive des enseignants, des parents d'élèves et de leurs organisations, qui ont manifesté à plus de 200 pour le retrait du plan Darcos et le rétablissement des postes, des classes supprimées sur la ville dans les écoles, collèges et lycées. Ils ont obtenu d'être reçus par le maire (UMP). En tant qu'élu, j'avais déposé une motion demandant au conseil municipal d'intervenir auprès des pouvoirs publics et du ministère sur ces revendications.*

*Après avoir reçu la délégation, le maire s'est engagé devant le conseil municipal à intervenir auprès de l'inspection académique et du ministère. »*

Un maire UMP chargé de porter au ministre les revendications soutenues par les élus du PT ou soutenus par le PT, faut-il commenter ? Schivardi ne nous avait pas menti !  
(IO 846 page 10)

*« Etre membre du parti*

*Il est proposé de supprimer « participe aux activités de son comité local » et de le remplacer par « est invité à participer à l'activité de son comité local », afin de ne pas mettre en dehors du cadre statutaire du parti des camarades qui ne participent pas à l'activité de leur comité pour différentes raisons (qui leur sont propres). Bien entendu, ils sont invités à y participer. »*

Il s'agit de régulariser une situation existant de fait au PT, mais pas seulement.

Vous aurez noté qu'il sera possible de faire parti de ce parti sans en faire vraiment partie, ce qui est pour le moins curieux, les militants du PT feraient bien de s'en inquiéter avant qu'il ne soit trop tard, pour « différentes raisons » occultes « *qui leur sont propres* » mais qui ne regarde pas les autres militants. Tiens donc, on se demande bien quelles raisons supérieures peuvent être invoquées pour ne pas participer aux activités de son parti, à moins qu'il ne s'agisse de s'orienter vers un parti d'élus et de bureaucrates à l'instar du PS auquel cas ils auraient mieux à faire, ou encore d'un parti composé en partie de dirigeants ou de cadres n'ayant pas rompu avec leurs partis et qui agiraient en sous-main sur le cours du POI sans que les militants de ce parti en soient informés, cela va de soi. Souvenez-vous qu'Alexandre Hébert était « coopté » au comité central ou au bureau politique de l'OCI par P. Lambert sans avoir été élu ou désigné par aucune instance. La précaution utilisée ensuite ne trompera personne sur l'abandon définitif de tout principe rappelant même de loin un parti ouvrier bâti sur le modèle de celui de Lénine.  
(IO 846 page 10)

La notion de courant se rattache aux différents moyens d'atteindre l'objectif que s'est fixé le parti. Par exemple au PT, il y a le courant communiste internationaliste qui a opté (théoriquement) pour la voie révolutionnaire, pendant que le courant socialiste a opté pour la voie réformiste. En aparté. Ces deux voies sont opposées et inconciliables, en réalité, elles ne poursuivent pas le même objectif comme l'avait démontré Rosa Luxemburg dans *Réforme sociale ou révolution*, mais ils en ont cure au PT, ils ont renié depuis longtemps les enseignements du marxisme.

La notion de tendance se rattache davantage à la différence d'appréciation de la situation et à des divergences qui peuvent surgir sur le plan tactique sans que la voie adoptée par l'ensemble du parti pour atteindre son objectif ne soit remise en cause. Par exemple au parti bolchevik, il y avait des désaccords sur le moment propice pour prendre le pouvoir, mais l'emploi de la force si nécessaire pour y parvenir n'avait pas été remis en cause.

Il faut bien avouer que les partis ont employé l'un ou l'autre terme sans trop se poser de questions apparemment, ce n'est peut-être qu'une question de sémantique sans importance.

#### Courants et tendances du parti

*« Le parti reconnaît tout courant ou tendance qui se déclare (...). » Il est demandé de préciser si les termes « courant » et « tendance » désignent la même chose. Le PT est actuellement structuré avec des courants reconnus comme tels (communiste, internationaliste, anarchiste, socialiste). Si les tendances et les courants n'ont pas la même définition, alors il convient de préciser la nature de chacune des formulations.*

*Si c'est la même chose, il faut alors changer le titre du VII. en « Courants ou tendances dans le parti » à la place de « courants et tendances dans le parti ».*

(IO 846 page 10)

*« Sans aucun doute, l'intérêt de la majorité ouvrière et paysanne du pays, de ses organisations, c'est que la COB se place à la tête du combat pour l'unité de la nation, et donc marche aux côtés de Morales et de son gouvernement sur cet aspect essentiel. »*

A aucun moment le PT n'explique que si « l'unité de la nation » est en danger en Bolivie, c'est parce que Morales n'a pas appelé l'ensemble du prolétariat et de la paysannerie pauvre à se soulever (et à l'armer) pour réaliser l'expropriation des capitalistes boliviens et des grands propriétaires terriens. En Bolivie comme en France et partout dans le monde, Gluckstein et sa clique développent la même politique opportuniste.

Cet exemple prouve si besoin était les limites des pouvoirs de l'Assemblée constituante, alors qu'un gouvernement révolutionnaire dirigé par un parti révolutionnaire s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat prendrait immédiatement les mesures qui s'imposent pour vaincre la réaction. Rappelons encore que le premier décret que pris la Commune en 1871 fut de dissoudre l'armée permanente, élément capital qui ne figurait évidemment pas dans l'article de Jeanneney sur la Commune (IO 842 à 846 page 16).

On peut aussi rappeler la formation du Comité militaire révolutionnaire formé par le parti bolchevik à la veille de la révolution d'Octobre et que dirigea Trotsky, qui joua un rôle déterminant lors de la prise du pouvoir. A ce moment-là, le parti bolchevik n'avait pas officiellement pris le pouvoir, mais comme le gouvernement Kerenski était réduit à l'impuissance, on peut dire que le parti bolchevik détenait déjà le pouvoir et donc pris les mesures qu'il fallait prendre pour vaincre. S'il avait fallu qu'il attende la convocation de l'Assemblée constituante, des soviets et pourquoi pas la bénédiction de Nicolas II...

(IO 846 page 14)

*« Partout où ils ont combattu en 1968, les militants ouvriers d'avant-garde ont lutté systématiquement sur l'orientation du comité central national de grève. Comme nous l'avons vu précédemment, d'authentiques comités de grève ont pu se constituer, par exemple à la SNIA de Nantes-Bouguenais ou à la Recette principale des postes de Paris. Mais ces situations ont été peu nombreuses, en tout cas insuffisantes pour que puisse se fédérer, à l'échelle nationale, un tel organisme centralisateur exprimant la volonté politique de toute la classe rassemblée contre la Ve République. »*

(IO 846 page 15)

On retrouve ici le « *contre la Ve République* », mais pas **pour en finir** avec la Ve République.

En mai 68 comme 40 ans plus tard, ils sont toujours sur une ligne trade-unioniste, ils n'ont jamais été capables de dépasser le syndicalisme pour faire de la politique. De là à penser qu'ils étaient déjà réformistes en 1968, plus qu'une impression, j'en ai acquis la conviction. Dès lors que « *l'avant-garde* » s'avère totalement incapable d'intégrer (de traduire) la question du pouvoir et de l'Etat dans sa ligne politique, donc ne propose aucune perspective politique au prolétariat, comment voulez-vous que le prolétariat soit capable d'avancer sur la compréhension des tâches politiques qu'il a accomplir ?

Contrairement à ce qui est écrit sur la grève générale de mai 68, ce qui a fait défaut n'est pas un comité central national de grève, mais une représentation politique indépendant du prolétariat dans laquelle la question du pouvoir aurait été directement posée comme découlant de la situation.

Vous avez là sous les yeux, d'un côté une analyse partant de préoccupations petites bourgeoises ou s'exprime une position trade-unioniste, et de l'autre, une analyse et une position politique conforme à l'objectif du mouvement ouvrier. En d'autres termes, entre une ligne politique opportuniste aboutissant au maintien de l'ordre existant et une ligne politique aboutissant à la question de son renversement et la prise du pouvoir par le prolétariat.

Vous comprenez pourquoi nous n'avons pas avancé d'un millimètre depuis mai 68 ou pire ! Les uns et les autres se sont patiemment et consciemment acharnés à subordonner le mouvement ouvrier au capitalisme et aux institutions de la Ve République.